



## Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Perla DANAN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK.

### Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Joël VERA

## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Convention d'objectifs avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°2 - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Métropole exerce la compétence eau potable en direct sur 13 communes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur du retour en régie du service public de l'eau potable et du maintien en gestion directe du service public de l'eau brute.

Ce retour en régie publique s'est concrétisé par l'adoption, le 28 avril 2015, de la délibération créant l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, disposant de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Les relations entre la Métropole et la Régie ont été définies par une convention d'objectifs d'une durée de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2020. Une version consolidée a été adoptée conjointement par délibération n° 14746 du Conseil de Métropole en date du 28 juin 2017 et par le Conseil d'Administration de la Régie des Eaux dans sa séance du 03 juillet 2017.

Au-delà des responsabilités et missions de chacun, cette convention est un outil au service d'une démarche coopérative :

- la Métropole, autorité organisatrice du service public de l'eau, définit la politique de l'eau et en fixe les grands objectifs. Elle confie leur mise en œuvre à l'établissement public qu'elle a constitué à cet effet ; elle contrôle l'activité de ce dernier, dans le strict respect du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.),
- la Régie, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière est chargée depuis le 1er janvier 2016, dans le cadre de ses statuts approuvés par le Conseil de Métropole, de gérer le Service Public Industriel et Commercial de l'eau potable et de l'eau brute sur 13 communes de la Métropole ; la Régie rend compte à l'autorité organisatrice de l'accomplissement de ses missions.

Un audit externe a été conduit en 2018 sur la gestion de la Régie des Eaux. Ses conclusions nécessitent notamment plusieurs évolutions de la convention d'objectifs. Il est donc proposé un avenant n° 2 comme suit.

En premier lieu, le rapport d'audit recommande la clarification de certains indicateurs fixés par la convention d'objectifs. En effet, ceux-ci permettent d'avoir une vision globale et transparente de l'activité du service et de mesurer les progrès effectués. Sur les 72 indicateurs définis initialement, les  $\frac{3}{4}$  sont suivis et respectés, le restant requiert des précisions car insuffisamment explicites, voire une remise en cause car non opérants.

L'autorité organisatrice et la Régie ont procédé à une analyse partagée et conviennent des principes suivants :

- les indicateurs 1, 9, 21, 23, 33, 34, 35, 38, 41, 42, 43, 46, 50, 62, 65 sont maintenus à l'identique : l'atteinte des objectifs va pouvoir être mesurée à compter du bilan d'exercice 2018 ou l'atteinte des objectifs reste nécessaire bien que décalée dans le temps ;
- les indicateurs 47 et 69 sont conservés mais la méthode de mesure d'atteinte de l'objectif reformulée car à adapter au contexte ou à rendre opérante. Il s'agit de la trésorerie disponible et des émissions de gaz à effet de serre (GES) ;

- les indicateurs 1, 4, 13, 26, 58 et 66 sont supprimés car inopérants dans la période de durée de la convention d'objectifs. Ils pourront être repris ultérieurement. Il s'agit de la mesure de la satisfaction clientèle pour laquelle les outils de suivis ne sont pas adaptés à ce jour, de la mise en place d'une tarification sociale, du taux de sécurisation des besoins en pointe d'alimentation en eau qui ne sera améliorable qu'à compter de la mise en service de la nouvelle usine de potabilisation Valedéau, escomptée en 2023, et des certifications ISO14001 et OHSAS 18001 ;
- les indicateurs 18 et 19 sont retirés de la convention d'objectifs car relevant en premier lieu de la responsabilité ou d'actions de l'autorité organisatrice. Il s'agit de la création de points d'eau ou de fontaines d'eau à boire ou de la transparence de l'information publique.

Les objectifs assignés à la Régie sont donc révisés selon ces principes qui figurent en totalité en annexe de l'avenant n°2.

En deuxième lieu, les activités liées aux missions de communication sont clarifiées, celles concernant la communication institutionnelle relèvent dans leur intégralité de l'autorité organisatrice.

En troisième lieu, la convention d'objectifs avait donné lieu à la mise en place de comités, lieux d'échanges et de partages des données et activités du service, gages de transparence réciproque et d'efficacité.

Afin de consolider la gouvernance de la Régie, deux autres comités ont été installés en 2018 de manière informelle. Il est proposé de les confirmer.

Il s'agit :

- du comité « ressources en eau » : son objectif est le suivi de la préservation des ressources en eau pour un approvisionnement durable et de qualité ;
- du comité « facturation et recouvrement » qui permettra le partage des informations relatives aux taux d'impayés, à la fois sur le budget eau potable de la Régie et sur le budget assainissement de la Métropole, et de définir conjointement des solutions d'optimisation.

Ces comités se réuniront trimestriellement. Ils sont animés par l'autorité organisatrice qui établit un relevé de décisions conjoint. Ils sont composés des représentants des services de chacune des parties, en présence éventuelle du (de la) Vice-Président(e) délégué(e) de la Métropole et du (de la) Président(e) de la Régie.

Enfin, au-delà des évolutions proposées de la convention d'objectifs, l'autorité organisatrice et la Régie partagent un plan d'actions à mettre en œuvre suite aux recommandations formulées par l'audit. Ce plan d'action a conduit dès 2018 à des décisions du Conseil d'Administration relatives à l'adoption d'un règlement de Commission d'Appel d'Offres ou encore à la révision des délégations attribuées au directeur en matière de commande publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n° 2 à la Convention d'objectifs entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Thierry BREYSSE, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71459-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- GVA\_20190107\_Convention d'objectifs V20190115-1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.